

Grez-Doiceau, le 11 mai 2019

Lettre ouverte adressée à

Madame Maggie De Block, Ministre de l'Asile et de la Migration
Monsieur Charles Michel, Premier Ministre

Ces dernières années, la question migratoire a occupé une place importante dans le débat public. Sa complexité et sa gravité nous ont parfois amenés à prendre des positions fortes et des avis peu nuancés. Autant les représentants politiques que les citoyens ont affiché leur volonté de mettre l'humain en avant. C'est cette question d'humanité qui est au cœur de notre combat pour la famille Yusufi, installée et scolarisée depuis quelques années dans le Brabant wallon.

Aujourd'hui, nous sommes inquiets du sort réservé à la famille Yusufi, parfaitement intégrée dans nos villages et dont les enfants sont, par ailleurs, tous scolarisés dans nos écoles. En effet, malgré des demandes répétées d'octroi de la protection subsidiaire, les membres de cette famille ont reçu l'ordre de quitter le territoire, et ce, malgré le danger évident auquel ils seront confrontés.

La famille Yusufi est originaire d'Afghanistan. Elle fait partie de la communauté Hazara, aujourd'hui directement menacée par les talibans et l'État islamique. Les attaques des groupes terroristes contre cette communauté sont fréquentes: en 2018, un attentat contre les Hazaras tuait 37 personnes alors qu'en mars 2019, 7 personnes ont perdu la vie dans un attentat suicide à Kaboul. Ces attaques ne sont pas isolées, mais bien des exemples d'une discrimination et de violences structurelles à l'encontre de cette communauté. De plus, menacée quotidiennement, la perspective d'une rapide amélioration de leur situation est inexistante : « *À chaque fois, des promesses sont faites, garantissant que plus d'actions seront mises en œuvre pour les protéger, et à chaque fois, ces promesses ne se concrétisent pas* » rappelait le directeur d'Amnesty International pour l'Asie du Sud.

Installés depuis quelques années en Brabant Wallon, les parents Yusufi et leurs cinq enfants font partie de la vie de notre région. Trois des enfants sont scolarisés à l'école primaire de Grez-Doiceau, ils sont réputés pour être des élèves assidus et exemplaires. Grâce aux formations qu'ils suivent à Jodoigne, les deux adolescents de la famille se projettent enfin dans un futur positif. Quant aux parents, ils suivent des cours de français et ont déjà reçu des promesses d'embauche une fois leur statut régularisé.

En cas de retour forcé dans leur pays d'origine, la famille Yusufi serait donc en danger de mort en Afghanistan. Il nous paraîtrait impensable que la protection subsidiaire ne leur soit pas accordée comme le stipule la loi en raison des « *menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

Leur place n'est pas dans un pays où la violence, en particulier contre les femmes, est omniprésente. Nous leur souhaitons un avenir sûr, positif et serein ici, dans ce Brabant wallon qui a déjà marqué sa solidarité avec cette famille, notamment lors d'une marche fortement médiatisée par les médias francophones (RTBF, RTL, La libre Belgique, Le soir, Vers l'Avenir

etc) et rassemblant 400 citoyens et via une pétition également signée par des milliers de personnes.

Un nouveau rassemblement de soutien est prévu le 12 mai 2019 à Grez-Doiceau.

Madame la Ministre de l'Asile et de l'Immigration Maggie De Block,
Monsieur le Premier Ministre Charles Michel,

Nous, citoyen.ne.s et élu.e.s de Belgique, vous demandons, conformément à l'article 9 Bis de la loi du 15 décembre 1980, permettant au pouvoir discrétionnaire une régularisation à titre exceptionnel, de statuer en faveur de la famille Yusufi et lui garantir une vie digne en Belgique.

Dans l'attente d'une réponse positive de votre part, nous vous prions d'agréer, Madame le Ministre, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Laurence Bibot, comédienne, auteur

Véronique Gallo, comédienne, écrivain

Philippe Geluck, dessinateur, humoriste

Axelle Red, chanteuse

Eric-Emmanuel Schmitt, écrivain

Walid, animateur sur La Première

Bernard De Vos, délégué général aux droits de l'enfant

Riet Dhont, Amitié sans frontières

Philippe Hensmans, directeur d'Amnesty International Belgique

André Antoine, président du parlement wallon, tête de liste pour la Région, cdH

Cédric du Monceau, 1^{er} liste européenne, cdH

André Flahaut, tête de liste pour la chambre, PS

Nawal Ben Hamou, 4^{ème} candidate à la chambre, PS

Sybille Bauchau, 3^{ème} candidate à la région, MR

Simon Moutquin, tête de liste pour la chambre, ECOLO

Zakia Khattabi, co-présidente du parti ECOLO

Alain Clabots, bourgmestre de Grez-Doiceau

Jean-Luc Meurice, bourgmestre de Jodoigne

Et les **plus de 3100 signataires** de la pétition : https://www.change.org/p/jean-pierre-rinschbergh-l-expulsion-d-une-famille-dont-5-enfants-n-est-pas-possible?recruiter=69924746&utm_source=share_petition&utm_medium=copylink&utm_campaign=psf_combo_share_initial.pacific_post_sap_share_gmail_abi.gmail_abi&utm_term=share_petition&utm_content=okt_psf_tw_clinks%3Aclink

Adresse mail de contact : soutienyusufi@gmail.com